

## EHPAD Saint Jean

### Tableau des mesures administratives définitives


Le rapport rédigé par la mission d'inspection fait état de constats. Ceux-ci sont formulés dans le corps du rapport en « **écarts** » qui traduisent une non-conformité à une référence juridique opposable à l'inspecté et en « **remarques** » qui traduisent des dysfonctionnements porteurs de risques. Les propositions de mesures correctives se déclinent suivant la terminologie suivante :

	Existence d'un risque majeur	Absence de risque majeur
<b>Ecart</b>	Proposition d' <b>injonction</b> en lien avec un dispositif de suites codifié.	Proposition de <b>prescription</b>
<b>Remarque</b>	Proposition d' <b>injonction</b> en lien avec un dispositif de bonnes pratiques adossé aux données acquises de la science.	Proposition de <b>recommandation</b>

**Pour rappel** : conformément à l'article L313-14 du code de l'action sociale et des familles (CASF) lorsque les conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil méconnaissent les dispositions du présent code ou présentent des risques susceptibles d'affecter la prise en charge des personnes accueillies ou accompagnées ou le respect de leurs droits, l'autorité compétente en vertu de l'article L. 313-13 peut enjoindre au gestionnaire d'y remédier, dans un délai qu'elle fixe.

Cette injonction peut inclure des mesures de réorganisation ou relatives à l'admission de nouveaux bénéficiaires et, le cas échéant, des mesures individuelles conservatoires, en application du code du travail ou des accords collectifs.

**Nota bene** : les délais de mise en œuvre indiqués dans le tableau courent à compter de la réception par l'inspecté, d'un courrier actant la fin de la période contradictoire et le début de la mise en œuvre des décisions.



**Injonction définitive**

**Non concerné**

### Prescriptions définitives

Prescription	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
1	Adapter le contrat de travail du responsable de site de l'établissement et le former afin qu'il dispose du statut de directeur de site de l'EHPAD comme il est indiqué l'être dans l'organigramme.	Ecart n° 1	6 mois		<b>Maintien de la mesure</b>
2	Revoir l'organisation des astreintes afin d'assurer une continuité de la fonction de direction tous les jours de l'année.	Ecart n°2	3 mois		<b>Maintien de la mesure</b> La réponse de l'inspecté ne permet de s'assurer que les nuits de la semaine une astreinte de direction est mise en place.
3	Assurer un temps de médecin coordonnateur conforme à la réglementation à savoir 0,6 ETP comme prévu à l'art. D. 312-156 CASF afin que celui-ci puisse effectuer l'ensemble des missions qui lui sont dévolues.	Ecart n°3	6 mois		<b>Maintien de la mesure</b>
4	Réunir la commission de coordination gériatrique au moins une fois par an en vertu de l'article D312-158 CASF.	Ecart n° 4	3 mois		<b>Maintien de la mesure</b> Dans l'attente de la transmission du compte rendu de la réunion de la CCG
5	Réunir le CVS trois fois par an.	Ecart n°5	6 mois		<b>Maintien de la mesure</b>
6	Déclarer les chutes graves en tant qu'EIGS.	Ecart n° 6	Dès notification des mesures administratives		<b>Maintien de la mesure</b>

### Recommandations définitives

Recommandation	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
1	Fusionner les deux procédures afin d'avoir une procédure unique et d'éviter la perte d'information.	Remarque n°1	3 mois		Maintien de la mesure